

23 septembre 2008

Opinion publique en ligne en Chine

*Compte rendu du séminaire
organisé par le programme Chine de l'Ifri,
animé par Guo Liang*



Centre Asie Ifri



L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901). Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux. L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et économiques, chercheurs et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne à Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme l'un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité des auteurs.

Ce programme bénéficie du soutien de :

PARTENAIRES FONDATEURS



ISBN : 978-2-86592-429-5

© Tous droits réservés, Ifri, 2008

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 - France
Tél. : 33 (0)1 40 61 60 00
Fax : 33 (0)1 40 61 60 60
Courriel : ifri@ifri.org

Ifri-Bruxelles

Rue Marie-Thérèse, 21
1000 - Bruxelles, Belgique
Tél. : 00 + (32) 2 238 51 10
Fax. : 00 + (32) 2 238 51 15
Courriel : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : www.ifri.org

OPINION PUBLIQUE EN LIGNE EN CHINE

**Séminaire du Programme Chine du Centre Asie de l'Ifri,
animé par Guo Liang,
chercheur à l'Académie chinoise des Sciences sociales**

23 SEPTEMBRE 2008

L'Ifri a organisé le 23 septembre 2008 un séminaire avec Guo Liang, chercheur à la China Academy of Social Science (CASS) et responsable depuis 2000, d'un programme de recherche sur l'utilisation d'Internet en Chine : China Internet Survey Project¹ Les rapports des enquêtes menées en République populaire de Chine en 2001, 2003, 2005 et 2007 ont été publiés. Ces enquêtes traitent des pratiques des internautes et de leur impact sur les autres médias, sur la communication interpersonnelle et sur la participation politique. Elles ont été menées dans cinq grandes villes chinoises : Pékin, Shanghai, Guangzhou, Chengdu et Changsha. En 2007, se sont ajoutées Xi'an et Shenyang.

Sur la base des enquêtes qu'il mène depuis plus de huit ans, Guo Liang expose plusieurs éléments ressortis de son analyse de l'opinion publique en ligne aujourd'hui en Chine. Tout d'abord, il remet en cause le biais de nombreux chercheurs étrangers qui centrent leur analyse sur les questions de la démocratisation, des droits de l'homme ou du contrôle politique. Il regrette que d'autres aspects d'Internet ne soient pas plus souvent étudiés, tels le e-learning, le e-gouvernement, le développement du commerce en ligne ou encore la question de la construction identitaire. Il a ainsi fait l'expérience de lancer une recherche sur google avec les mots : « Internet access China », or parmi les 100 premiers liens proposés, 69 traitaient des méthodes mises en œuvre par le gouvernement pour contrôler l'information [accès Internet le 24 août 2008]. Seulement 20 % des liens parlaient du formidable boom que connaît Internet aujourd'hui. La Chine doit-elle être seulement considérée, selon les termes de RSF, comme l'un des 13 ennemies d'Internet ?

Dans une thèse innovante, Guoliang considère qu'Internet constitue aujourd'hui un moyen de communication – et d'information – direct entre dirigeants et dirigés. Si les citoyens souhaitent faire entendre leur voix, les dirigeants politiques, de leur côté, souhaitent connaître l'opinion des personnes qu'ils dirigent, moyen d'améliorer l'efficacité du système dans un processus de contournement, ou d'évitement de la mise en œuvre de la démocratisation. Selon Guo Liang, plus encore que dans les pays occidentaux, Internet est devenu en Chine un moyen de communication utile pour les dirigeants, et un instrument de pression pour la population. Les liens directs entre les représentants du leadership politique au plus haut niveau et la population sont peu efficaces en raison, selon Guo Liang, de la taille du pays et de la rapidité des mutations. Dans une société très hiérarchisée, les modes

Compte rendu réalisé par Hélène Le Bail, chercheur du programme Chine, Ifri.

¹ Ce programme est rattaché au *World Internet Project* (WIP) fondé et organisé par le professeur Jeff Cole de l'University of South California (USC) qui tente de fédérer des enquêtes dans de nombreux pays.

traditionnels d'expression tels que les Dazibao, les pétitions, les manifestations ou les investigations sur le terrain permettent difficilement à la population de se faire entendre et aux dirigeants de véritablement comprendre l'opinion publique. Dans ce contexte, Internet est apparu comme un outil utile pour jeter des ponts entre la population et le gouvernement.

Comme le souligne Guo Liang, l'opinion publique exprimée en ligne a un effet sur le processus de décision politique. À l'inverse, la capacité des dirigeants à utiliser et gérer l'opinion publique en ligne tend à progresser. Les dirigeants savent aujourd'hui prévenir la montée des protestations en ligne et censurer. L'autocensure évoquée par Guo Liang, constitue la principale limite mise à l'élaboration d'une pleine expression de l'opinion publique en ligne. En dépit de ces limites, Internet constitue une fenêtre d'expression essentielle pour une opinion dissidente qui ne représente pas, comme le souligne Guo Liang, l'opinion publique dans son ensemble mais contribue au renforcement de cette opinion publique en ligne.

Le boom d'Internet en Chine

Au début de l'année 2008, la Chine est devenue le premier pays en termes du nombre d'utilisateurs d'Internet avec plus de 253 millions internautes contre 220 millions aux États-Unis, 94 millions au Japon, ou encore 60 millions en Inde. Ceci signifie que 19,1 % de la population chinoise totale, ou encore 50 % de la population urbaine, utilise aujourd'hui Internet. L'internaute chinois moyen est un homme (58 %), jeune (50 % ont moins de 28 ans), éduqué (environ 70 % suivent ou ont suivi un enseignement supérieur, plus de 40 % ont au minimum un BA) et aisé (la moitié gagne plus de 1 600 yuan par mois, un quart plus de 2 500 yuans par mois).

Selon les enquêtes menées par Guo Liang, la très grande majorité des internautes chinois utilisent Internet avant tout, voire exclusivement pour faire des jeux en ligne. Internet est une « autoroute de jeux ». Si le premier type d'usage d'Internet est la recherche d'informations, il s'agit pour l'essentiel d'informations liées à l'industrie du divertissement. Le second type d'usage est les jeux en ligne. Ainsi Guo Liang souligne qu'un tiers des internautes n'utilisent sûrement jamais de moteur de recherche si ce n'est pour trouver des jeux en lignes. L'utilisation d'Internet par les Américains est très différente : ces derniers passent surtout du temps sur leur messagerie électronique ou sur des moteurs de recherche dans le cadre de leur travail ou de leurs études.

Le boom Internet en Chine a été rendu possible à la suite d'une décision prise au milieu des années 1990 par les plus hauts dirigeants. En 1996, une réunion clé s'est tenue entre dirigeants et chercheurs afin de discuter de la libéralisation de l'accès à l'Internet en Chine. Les chercheurs y étaient favorables soulignant que le développement économique de la Chine allait en dépendre. Les dirigeants y étaient plus réticents, ils y voyaient bien sûr le risque de perdre leur contrôle sur les informations diffusées en Chine. Le choix de libéraliser l'accès à Internet en Chine s'est fait dans une logique de contrôle qui a été régulièrement confirmée, voire renforcée au cours des dernières années. Au milieu des années 1990, l'introduction d'Internet en Chine était supervisée par le ministère de la Sécurité publique. Aujourd'hui, ce ministère partage la responsabilité de la surveillance avec des bureaux dépendants du Conseil des Affaires de l'État, du PCC et du ministère de l'Industrie et de l'Information. Ainsi les textes réglementant l'utilisation d'Internet se sont multipliés. Pour ne donner qu'un exemple, un règlement diffusé en 2005 par le Bureau de l'Information du Conseil des Affaires de l'État a imposé aux différents portails Internet basés en Chine de ne diffuser que les informations officielles de l'agence nationale de presse Xinhua. Seuls

quelques portails accrédités peuvent diffuser leurs articles à condition de recruter dans leur personnel un certain nombre de rédacteurs ayant au minimum trois ans d'expérience dans une agence de presse officielle². La diffusion des informations est de plus en plus contrôlée, les fournisseurs d'accès à Internet étant tenus de surveiller eux-mêmes les informations échangées sur leur portail.

Les espaces d'expression

Contrairement à d'autres pays, les Chinois utilisent peu l'email et préfèrent d'autres formes de communication virtuelle tels que les chat rooms et les systèmes QQ ou MSN de messagerie immédiate. Nombreux sont les internautes chinois qui commentent les articles en ligne, participent aux forums de discussion ou encore créent leur blog.

Les forums de discussion anonymes

Si un nombre croissant de personnes aujourd'hui préfère utiliser les blogs pour s'exprimer, les forums en ligne offerts par les BBS (Bulletin Board System ou forums informatiques) restent l'outil le plus populaire parmi ceux qui souhaitent exprimer leur opinion. En 2007, l'enquête de Guo Liang montrait que 63 % des internautes utilisaient ce type de services et que 40 % des internautes visitaient de tels forums au moins une fois par semaine.

Le très officiel site du Quotidien du peuple a ainsi créé un forum de discussion nommé Qiangguo Luntan ("Forum pour un pays plus fort"), qui permet de débattre en profondeur de la plupart des sujets sociaux, économiques et politiques.

Blog : plate-forme d'expression personnelle

Le blog est un moyen important pour diffuser des informations et donner son opinion. Les internautes chinois en sont particulièrement friands. Selon un rapport du portail Internet Baidu de 2006 (Baidu 2006 Report of Blogs), il existait 1 460 fournisseurs de blogs en Chine et 52,3 millions de blogs. Le principal fournisseur d'accès est blog.sina.com.cn où sont inscrits plus de 40 millions de blogueurs. Parmi les internautes interrogés, par Guo Liang en 2007, 26 % avaient créé un blog. Pour la plupart ces blogs tournent autour de sujets de divertissement. Toutefois, certains abordent de manière approfondie des sujets politiques.

Un pont entre les dirigeants et la population

Le 20 juin 2008, Hu Jintao s'est rendu en personne dans les locaux du Quotidien du Peuple afin de participer à une vidéo-conférence et de communiquer en direct avec des utilisateurs de ce forum. Au cours de cet entretien Hu Jintao s'est exprimé en ces termes :

« Quand je me rends sur Internet, c'est, premièrement pour lire les actualités nationales et internationales, deuxièmement pour tenter de comprendre quels sont

² 互联网新闻信息服务管理规定 (Hulianwang xinwen xinxi fuwu guanli guiding), 25 septembre 2005, accessible sur le site de xinhua.com: <news.xinhuanet.com/politics/2005-09/25/content_3538899.htm> [consulté le 12/11/2008].

les sujets d'intérêts ou de préoccupation des internautes et, troisièmement, pour tenter de saisir les opinions et les propositions des internautes sur les mesures prises par le Parti et l'État. »³

Il ajoute encore :

« Nous sommes très attentifs aux opinions ou aux idées avancées par les internautes. Nous mettons l'accent sur le fait que l'individu est au centre de la politique, que nous gouvernons pour le peuple. Ainsi lorsque nous réfléchissons sur un problème, que nous prenons des mesures ou que nous réglons des affaires, nous cherchons toujours à récolter un maximum d'opinions venues de la population, nous nous basons sur la sagesse du peuple. Aujourd'hui Internet est devenu un instrument de communication important pour comprendre l'opinion publique et se nourrir des idées sages du peuple »⁴

Ce moment de communication très médiatisé entre le Président Hu et les internautes a permis d'insister sur l'importance que le gouvernement souhaite donner à Internet en tant que nouveau moyen d'expression des opinions à l'adresse du gouvernement. Il a permis de souligner le désir des dirigeants d'écouter et de se rapprocher des dirigés.

Lors de l'affaire du SRAS, Wen Jiabao avait déclaré avoir pris connaissance de la situation via Internet, soulignant ainsi que lui aussi se rendait régulièrement sur le web afin de mieux comprendre la situation du pays, voire de s'informer. Internet pourrait ainsi servir de lien direct entre la population et les hommes politiques des plus hautes instances. En réalité, bien évidemment, tous les dirigeants ont derrière eux une équipe de personnes qui décortique ce qui se dit sur le web et qui leur en font des rapports.

Dans un pays occidental, il paraît peu probable que des dirigeants affirment avoir trouvé une information sur Internet. Mais en Chine, selon Guo Liang, cette situation est possible du fait qu'il n'existe pas de canaux de communication suffisants entre la population et les dirigeants. Internet vient remplir un vrai manque de communication.

Quel impact sur la prise de décision politique ?

Si les autorités chinoises se montrent plus à l'écoute de l'opinion publique exprimée en ligne, elles ont aussi appris à gérer une expression populaire parfois explosive, en tirant même parfois profit. Un bon exemple de la réactivité des autorités centrales à la mobilisation via Internet est celui du scandale dans les mines et les briqueteries du Shanxi en 2007. La situation de jeunes migrants partis travailler dans cette région et réduits à un quasi esclavage avait été révélée grâce à la mobilisation de leurs parents et d'un journaliste de l'antenne locale de CCTV au Henan, la province voisine dont étaient originaires les travailleurs migrants. Or la police du Shanxi refusait de traiter l'affaire. Lorsque les commentaires sur Internet ont commencé à circuler et à s'amplifier, le gouvernement central a décidé de réagir et de s'impliquer directement : des enquêtes ont été menées rapidement, la libération des travailleurs a été largement médiatisée et des cadres locaux du PCC ont été arrêtés. Ce scandale a été une nouvelle occasion pour le gouvernement chinois d'affirmer l'importance d'Internet comme lien de communication. Il a aussi servi d'exemple retentissant de la lutte des autorités contre la corruption⁵.

³ Source : <www.people.com.cn/GB/32306/33093/125024/index.html>. [Consulté le 10 novembre 2008].

⁴ *Idem.*

⁵ Pierre Haski : *Internet et la Chine*. Paris, Seuil/Presses de Sciences Po, 2008, p.48-51.

Toutefois, l'impact que l'opinion publique en ligne peut avoir sur le gouvernement reste encore très souvent le fait d'à-coups, de réponses hâtives à des situations potentiellement déstabilisantes. Le cas le plus connu est celui de l'affaire Sun Zhigang.

Sun Zhigang était un jeune migrant des campagnes installé à Canton. En 2003, il est arrêté par la police car il ne portait pas sur lui son autorisation de résidence à Canton. Il est battu au cours de sa rétention dans un centre destiné aux migrants en situation irrégulière et décède de ces coups pendant la nuit. Un journal de Canton (le Nanfang Dushi Bao) publie un article sur l'affaire et suscite une forte mobilisation sur son site Internet : en quelques heures 4 000 commentaires sont postés. Parmi ces commentaires, un professeur de l'université de Canton, Ai Xiaoming, réagit très vivement. Le quotidien lui demande un article, mais une directive du gouvernement est déjà tombée interdisant de publier d'autres papiers sur cette affaire. Ai Xiaoming, décide de publier son article sur le site Internet de l'université et récolte à nouveau de très nombreuses réactions. En particulier les parents de la victime la contactent et la rencontrent et des avocats cantonnais proposent de défendre gratuitement la famille Sun. Alors que les autorités locales avaient tenté d'étouffer l'affaire, l'importance de la mobilisation les pousse finalement à prendre rapidement des mesures : un responsable du passage au tabac est condamné à mort et une vingtaine d'autres sont condamnés à de lourdes peines.

Cette affaire a eu un effet plus important encore pour le long terme. En effet, en réponse à un appel lancé par quelques intellectuels, le Conseil des Affaires de l'État a annulé un règlement qui datait de 1982 sur la "détention et la déportation des vagabonds et mendiants dans les villes". Ce règlement permettait de placer en centre de rapatriement les personnes qui n'étaient pas en possession d'un permis de résidence local. Les juristes engagés dans cette affaire avaient fait appel en indiquant le caractère non constitutionnel du règlement en termes d'atteinte à la liberté individuelle. Les centres de rapatriement vers les régions rurales (dans l'un desquels Sun Zhigang avait été battu à mort) ont ainsi officiellement été transformés en centre d'aide et d'orientation pour les migrants.

Toutefois, ajoutons que l'affaire ne s'est pas arrêtée à cet apparent succès de l'expression publique en ligne. Quelques mois plus tard le directeur du Nanfang Dushi Bao qui avait publié un article sur l'affaire est arrêté pour malversations financières, son journal avait en effet été soupçonné aux lendemains de l'affaire Sun Zhigang. Le rédacteur en chef qui dénonce une volonté des autorités locales de punir le journal et de l'intimider est également arrêté début 2004. Ce dernier est libéré discrètement, mais le directeur a passé quatre ans en prison⁶.

L'affaire Sun Zhigang est largement considérée comme un moment clé symbolisant le poids grandissant joué par l'opinion publique en ligne. Certes la mobilisation en ligne peut aujourd'hui influencer les décisions prises au niveau des autorités locales et centrales, mais pour beaucoup, et en particulier pour la population chinoise, cet impact reste décevant. Dans son enquête sur l'usage d'Internet, Guo Liang a d'ailleurs soulevé la question de l'impact que l'utilisation d'Internet pouvait avoir sur la vie politique. Internet a souvent été décrit comme un facteur irrépressible d'émergence d'une opinion publique, d'une société civile, voire de la démocratisation. En réalité, il semble que les Chinois aient perdu de leur optimisme sur le rôle que pouvait jouer Internet dans la vie politique. Les enquêtes soulignent qu'entre 2003 et 2007, l'optimisme des personnes interrogées a fortement diminué. À la question « [grâce à Internet] une personne comme vous peut avoir plus de pouvoir politique », 62,7 % des personnes interrogées répondaient positivement en 2003 contre seulement 30,3 % en 2007. À la question « les personnes comme vous auront plus leur mot à dire sur ce que fait le gouvernement », 55,5 % des personnes répondaient positivement en 2003 et seulement

⁶ Pierre Haski : *Idem*, p. 42-43.

47,9 % en 2007. Par contre plus de personnes considéraient que grâce à Internet elles pouvaient mieux comprendre la vie politique (71,7 % en 2003, 75,1 % en 2007).

La question de l'autocensure

De nombreux travaux ont déjà décrit les moyens que la Chine a mis en œuvre afin de contrôler au mieux les informations échangées sur le réseau Internet, tels que le fameux Great Fire Wall, l'importante police Internet et les systèmes de filtres très perfectionnés. Au-delà des moyens technologiques et humains mis en œuvre, la meilleure arme est très probablement celle de la pression psychologique. Guo Liang souligne que la ligne de démarcation entre ce qui peut ou non être dit reste floue. Le portail Internet Tianya propose des services de partage d'informations, de forums et de blogs. Des dissidents, héritiers du 4 juin, interdits de publications imprimées, s'y expriment dans leur blog. Dans ces blogs, les auteurs parlent même de la censure dont ils sont la cible et discutent des moyens de la détourner. Mais le plus sûr moyen de ne pas être censuré reste de s'autocensurer.

Les autorités chinoises ont créé un climat d'autocensure et d'autodissuasion :

« Les gens ont l'habitude d'être méfiants, et le sentiment général d'être toujours sous surveillance est dissuasif. La clé pour contrôler le Net en Chine est de gérer les personnes et ceci commence avec l'achat d'un modem. »⁷

Il s'agit là d'une arme aux contours très flous, souvent intériorisée par les internautes. Ceci explique le contraste qui peut exister entre le sentiment d'une vraie liberté d'expression que décrivent certains internautes et d'autre part le fait que 52 personnes se trouvent aujourd'hui en prison pour s'être exprimée trop librement sur Internet.

L'affaire très connue de Liu Di est un exemple de la frontière ténue entre ce qui est toléré ou non sur Internet. Connue sous son nom de blog Stainless Still Mouse, Liu Di était très lue pour sa liberté de ton et l'humour avec lequel elle commentait la vie politique. Son blog était avant tout celui d'une étudiante en quête d'informations et de liberté, mais elle était loin de représenter une menace pour les autorités. Elle est cependant arrêtée en 2002 et gardée enfermée pendant un an sans jamais être jugée. Son aventure a sûrement servi d'exemple afin de rappeler le monde étudiant à la prudence et à l'autocensure⁸.

Une fenêtre d'expression malgré tout

Malgré la capacité du gouvernement chinois à contrôler ou à récupérer l'opinion publique en ligne, Internet reste un moyen d'expression important, surtout pour les plus habiles à utiliser les nouvelles technologies. C'est l'outil principal de ceux que l'on nomme les journalistes citoyens ou encore des actions entreprises par le Mouvement de défense des droits (weiquan yundong).

⁷ Officiel du Bureau de la Sécurité publique, cité par Richard Baum : « China's Information Revolution » in Cheng Li (dir.) *China's Changing Political Landscape*. Washington DC, Brookings Institution Press, 2008, p.171.

⁸ Richard Baum, *idem*, p. 172.

Le journalisme citoyen

Internet est un outil pour les journalistes des médias classiques, mais il est aussi devenu le support d'une autre forme de journalisme appelé en Occident le "journalisme citoyen". En Chine, comme ailleurs, des individus via leur blog ou d'autres supports Internet se positionnent en tant que journalistes alternatifs, se lancent dans l'investigation ou relaient des informations afin de leur assurer un large écho. Il peut s'agir de personnes qui plus ou moins par hasard filment un événement, une manifestation, un témoignage et le mettent en ligne. Il peut s'agir de personnes beaucoup plus engagées et qui passent d'un reportage à un autre.

Zhou Shuguang est probablement le plus connu de ces journalistes citoyens. En 2007, Zhou entend parler de l'histoire du couple Wu qui tient tête aux promoteurs et refuse de vendre sa maison au nom d'une nouvelle loi sur la propriété privée. La maison se retrouvait ainsi isolée au milieu d'un immense chantier. Il décide de se rendre sur les lieux et d'interroger cette femme. Il filme avec son appareil photographique digital et alimente son blog à distance. Le récit qu'il écrit connaît un énorme succès et permet à cette affaire d'obtenir un retentissement national. Zhou s'est ensuite intéressé à d'autres affaires de protestation ou de corruption, lui valant de passer un peu de temps en garde à vue. On le retrouve cependant en octobre dernier sur une nouvelle affaire, celle des prisons non officielles où seraient détenus des migrants sans permis de résidence à Pékin. Ce sont surtout cette fois des blogs à l'étranger qui relaient l'information⁹. Notons au passage que la question de l'emprisonnement de migrants ruraux sans papiers remet en question les avancées obtenues en 2003 aux lendemains de l'affaire Sun Zhigang décrite ci-dessus.

Le mouvement de défense des droits

Internet est aussi un outil essentiel à des mobilisations telles que celle du « Mouvement de défense des droits ». Ce terme désigne un ensemble d'actions collectives visant à obtenir des autorités qu'elles mettent en œuvre leurs propres lois, attirant l'attention des journalistes ou des intellectuels. Il s'agit de réseaux qui ne remettent pas en question le pouvoir en place mais cherchent à régler des problèmes précis par les voies légales¹⁰. Dans le cas de Sun Zhigang, les juristes qui avaient lancé un appel s'étaient appliqués à faire respecter le droit constitutionnel. Les actions menées par les avocats et les juristes sont essentiellement organisées grâce à Internet.

Conclusion

La grande question est de savoir si l'opinion publique en ligne peut ou non influencer le processus de prise de décision, voire si elle peut faire évoluer les lois. Pour Guo Liang, Internet est de fait une plate-forme interactive permettant une communication entre la population et les dirigeants beaucoup plus efficace que les moyens traditionnels d'expression. Les voix qui s'expriment depuis la base de la société sur Internet ont déjà transformé la vie publique en Chine.

⁹ Voir : <globalvoicesonline.org/2008/10/17/china-co-operation-20-on-beijing%E2%80%99s-black-jails/>.

¹⁰ J.-P. Béja « Le mouvement des droits civiques : un nouvel avatar de l'opposition ? » in Amnesty International, *Droits humains en Chine. Le revers de la médaille*, Paris, Autrement, 2008, p. 112-128.

Toutefois, Guo Liang insiste sur le fait qu'il ne s'agit pas d'une opinion publique nationale. Il s'agit au mieux d'un lieu d'expérience et d'apprentissage pour l'opinion publique qui peut aider à l'ouverture de la société chinoise. L'opinion publique en ligne ne représente pas l'ensemble de la population puisque seulement 19 % des Chinois y ont accès (et encore parmi eux la majorité ne s'exprime jamais sur des questions politiques). Le monde ouvrier et le monde agricole ne sont pas représentés. Il ne s'agit pas non plus, selon Guo Liang, des personnes les plus en difficultés, mais d'une part privilégiée de la population qui défend avant tout ses propres intérêts. Pourtant, un nombre croissant de tentatives d'expression sur Internet se font au nom des personnes victimes d'injustices et des personnes les plus démunies. L'opinion qui s'exprime en ligne, même si elle reste le fruit d'une part privilégiée de la population, ne vise pas seulement la défense des intérêts de la population urbaine, jeune, éduquée et aisée.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES :

Richard BAUM : « China's Information Revolution » in Cheng Li (dir.), *China's Changing Political Landscape*. Washington DC, Brookings Institution Press, 2008, pp.161-182.

Liang GUO : *Surveying Internet Usage and Impact in Seven Chinese Cities*. Pékin, CASS, 2007.

Pierre HASKI : *Internet et la Chine*. Paris, Seuil/Presses de Sciences Po, 2008

PROGRAMME CHINE, CENTRE ASIE IFRI

Le Programme Chine du Centre Asie de l'Ifri s'articule autour de trois missions :

Rencontrer et écouter les acteurs chinois : au travers de l'organisation de séminaires à Paris ou à Bruxelles autour d'intervenants chinois.

Décrypter, analyser et prévoir : par la publication de notes d'analyse pour la collection *Asie.Visions* ainsi que de *Lettres du Centre Asie* sur l'actualité.

Formaliser des partenariats franco-chinois : par l'organisation en Chine d'une conférence annuelle en partenariat avec de grands instituts chinois à Pékin, Shanghai, Wuhan, Xian ou Tianjin.

Dernières publications

Hélène Le Bail, Shen Wei, « Le retour des "cerveaux" en Chine : quel impact socio-politique ? ». *Asie.Visions* n° 11, octobre 2008.

Julien Kita, « L'aide publique au développement japonaise et l'Afrique : vers un partenariat fructueux ? ». *Asie.Visions* n° 10, septembre 2008.

Laurence Henry, « India's International Trade Policy ». *Asie Vision* n° 9, septembre 2008.

Valérie Niquet, « Du tremblement de terre du Sichuan aux jeux olympiques : la Chine face aux défis politiques de l'année 2008 ». *Asie.Visions* n° 8, août 2008.

Fan Gang, « La croissance économique chinoise face aux défis de la mondialisation ». *Asie.Visions* n° 7, juillet 2008